

Exclusif **Emmanuelle Charpentier**
 Ses découvertes révolutionnent l'agriculture
 et la santé... La Prix Nobel de chimie se confie

Sylvain Tesson
 Son journal
 amoureux

Le Point

Attaqués en Israël, menacés en France
La haine des Juifs



Hamas, Iran : la stratégie de l'eradication
 À l'extrême gauche, les cyniques et les complices
 L'antisémitisme décomplexé

Managère Sarah à Montpellier | Les verbes de Robert Diezack

Expo Le frisson
 Giacometti

Moudenc « L'État doit nous aider
 à combattre le trafic de drogue »



Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 12 octobre 2023 n° 2671

L 13792 - 2671 H - F - 5,90 € - RD

Toulouse

Où se loger

SPÉCIAL
52
PAGES
 en fin de
 journal

Nos bons plans et nos conseils
Les pièges à éviter
Les prix quartier par quartier

Dans le quartier
 Saint-Cyprien.

L'excellence française à Futurapolis Planète



LYDIE LECARPENTIER/REA POUR « LE POINT » (X2)

■■■ correspondaient pas à ses besoins. « J'ai essayé de nombreux refus parce que je n'avais pas de garant... Il y a très peu d'offres de locations. » Faute de trouver un logement, Jérôme a renoncé à son emploi fin août. Il est retourné vivre avec sa famille à Talmont-Saint-Hilaire : « Les allers-retours en voiture me coûtaient trop cher en carburant. »

Jérôme n'est pas un cas isolé. « Des chefs d'entreprise m'appellent pour que j'aide leurs salariés à trouver un logement », relate Sébastien Benet, président de la Fnaim et responsable d'une agence à Toulouse. Pour ce professionnel, « la crise ne fait que commencer. Cela fait un an qu'avec le Medef et la Fédération française du bâtiment nous alertons les pouvoirs publics... À Toulouse, mais c'est aussi le cas dans toutes les métropoles, il n'y a plus rien à louer. »

C'est ce que constate Mélanie Baillot, directrice de l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil) de Haute-Garonne, qui voit arriver dans ses locaux de plus en plus de personnes en quête d'un hébergement. « Le développement des meublés de tourisme, portés par une fiscalité avantageuse et des contraintes allégées, pèse sur le marché locatif. Près de 5 000 logements figurent sur les plateformes à Toulouse, autant d'appartements qui ne sont pas loués aux habitants », relève-t-elle.

Et ce n'est pas le locatif social qui peut sauver la mise. « Sur la métropole, nous avons 48 000 demandes

Les résidences et foyers religieux, une autre solution



Option. Victoria (à dr.) prend possession de son studio dans la résidence Saint-Dominique, communauté religieuse située à côté du Jardin des plantes.

Interne en médecine, Victoria a mis du temps à trouver. « Il faut en parler autour de soi. Le bouche-à-oreille est ce qui fonctionne le mieux », explique-t-elle. Originnaire de Normandie, elle souhaitait trouver une colocation pour ne pas être seule. Après avoir pris des contacts

infructueux via le site lacartedescolocs.fr, Victoria a pris le chemin des jésuites pour trouver une colocation chrétienne. « Ils m'ont orientée vers une résidence dominicaine. Coup de chance, quand je me suis rendue sur place, les dominicaines m'ont dit qu'un T1 allait se libérer. J'ai foncé à l'agence qui s'occupait de l'appartement en leur disant que j'étais intéressée. Et j'ai bien fait ! » Les postulants ne manquaient pas et Victoria a dû signer son bail sans visiter l'appartement pour qu'il ne lui échappe pas. « L'agence n'arrivait pas à joindre le locataire sur le départ pour organiser une visite et comme d'autres personnes étaient prêtes à signer le bail sans voir, j'ai pris le risque », confie-t-elle. Pour le meilleur dans son cas : ce studio de 20 mètres carrés possède un joli parquet, une vue imprenable sur les toits de Toulouse et une terrasse. « Il est situé dans le centre et n'est pas loin de la gare », conclut-elle tout sourire ■ V. P.

18 mois

C'est le temps d'attente moyen pour obtenir un logement social.

de logements sociaux et, tous les jours, je reçois des dizaines d'appels de personnes », explique Bertrand Serp, vice-président de Toulouse Métropole Habitat et premier conseiller municipal délégué au logement. Rien qu'à Toulouse les demandes s'élevèrent à 36 000. En 2022, 7 380 logements sociaux ont été attribués sur l'agglomération, dont 4 171 à Toulouse. Le délai moyen d'attente est de dix-huit mois.

« Nous ne sommes pas face à une crise mais à des crises du logement. C'est la fin d'un modèle qui ne fonctionne plus, analyse Pascal Barbottin, directeur général de Patrimoine et du Groupe Midi Habitat. Le grippage du parcours résidentiel perturbe toute la chaîne. Les gens ont du mal à passer d'une case à une autre, notamment du fait des difficultés d'accès aux crédits. » Tous les indicateurs sont au rouge. ■■■

●●● 2022 consultable sur legifrance.gouv.fr. Renseignez-vous sur la liste exacte des pièces à donner avant de visiter un appartement et rassemblez-les, si possible en version numérique de façon qu'elles puissent être transférées par l'agence directement à la GLI (garantie des loyers impayés). Le site dossierfacile.fr permet aussi de rassembler les justificatifs que le propriétaire est autorisé à vous demander et de les lui faire parvenir.

7

Être réactif

Avoir son dossier prêt permet d'être réactif. Mais il faut aussi programmer des alertes et les surveiller régulièrement sur son téléphone. « Le marché est tellement tendu



qu'on exige de nos clients une hyperréactivité, indique Éric Massat, chasseur d'appartements chez Domicilium. Pour un T2 dans des zones comme Ponts-Jumeaux, Borderouge ou Cartoucherie, il faut être rapide, mais entre Carmes et Saint-Étienne, il faut répondre dans l'heure ! »

8

Prévoir un garant

Si vous avez des revenus inférieurs à trois fois le montant du loyer, il est possible que l'on vous demande un garant. Renseignez-vous au plus tôt sur les documents à fournir. « On m'a demandé une lettre de l'entreprise de ma cousine disant qu'elle était en CDI et pas en période d'essai, raconte Taleiven. Je l'ai eue en une semaine mais, entre-temps, les deux appartements que j'avais visités étaient loués. » Le propriétaire n'a pas le droit de réclamer un garant s'il fait appel à une GLI. Pourtant, de nombreux témoignages font état de telles requêtes. « À l'agence, on demande un garant si la personne ne gagne pas trois fois le loyer. Mais certains propriétaires le demandent systématiquement »,

■■■